



Le 16 octobre : prenons en main nos revendications

Le 16 octobre, la CGT appelle l'ensemble des professions à une journée d'action contre les politiques d'austérité, le jour même où le parlement examine le projet de loi sur le financement de la sécurité sociale.

Ce projet de loi va consacrer une amputation lourde du budget de la sécurité sociale pour « payer » le pacte de responsabilité (10 milliards pour 2015 plus 3,2 milliards pour l'assurance maladie). Cela va induire une fragilisation importante de notre système de protection sociale solidaire.

Mais, la journée de mobilisation du 16 octobre ne concerne pas uniquement la sécurité sociale (bien qu'à travers celle-ci on touche aussi aux questions du travail). Cette journée doit aussi être un moment fort de mobilisation sur l'ensemble de nos revendications.

Le 6 octobre lors du Comité technique ministériel, qui sera présidé par les ministres, vont nous être annoncées de nouvelles coupes budgétaires toujours plus lourdes avec leur corollaire en suppressions d'emplois et réduction de moyens pour exercer nos missions de service public. Le projet de loi de finances fait état, d'ores et déjà, d'une « économie » de 7,7 milliards pour l'État.

Le 16 octobre, c'est le moyen de dire NON aux politiques d'austérité, de continuer à combattre la démarche stratégique à la DGFIP et d'exiger des négociations sur l'avenir du réseau dans son ensemble,

c'est aussi aider à pousser dans les négociations aux douanes, de rappeler notre exigence de voir les services de la DGC-CRF sortir de la REATE, de continuer de défendre les missions de la Banque de France en s'opposant à la déstructuration de cette institution, et plus largement de défendre les missions d'intérêt général, économiques et financières, quel que soit la direction ou l'établissement.

Et ce d'autant plus que le gouvernement a décidé d'accélérer le mouvement concernant la réforme de l'État et son pendant qu'est la revue des missions, comme l'annonce la lettre de cadrage de Valls du 16 septembre

Le 16 octobre, malgré les limites liées à l'absence des autres organisations dans la lutte, doit être un moment important pour permettre de rencontrer les salariés dans les services, de discuter avec eux de nos propositions et solutions pour sortir de cette crise.

C'est le moment de multiplier partout les adresses aux responsables administratifs locaux pour qu'ils fassent remonter à Bercy l'expression des agents contre la politique gouvernementale menée.

Montreuil, le 2 octobre 2014.

Le 16 octobre, partout où cela est possible, tenons des HMI et HTII, invitons à débattre et participer aux manifestations et rassemblements sur tout le territoire.